

Le PTB n'est pas un groupe politique

POLITIQUE Malgré ses quatre députés, le parti n'a pas de local

Le PTB poursuit sa progression dans les sondages. A Bruxelles, il recueille 7,8 % des intentions de vote selon notre dernier sondage (*Le Soir* du 19 mai), ce qui le place devant le CDH. Et pourtant, au sein du parlement bruxellois, le parti d'extrême gauche n'est pas considéré comme un groupe politique, ce qui lui met des bâtons dans les roues.

Pour être un groupe politique reconnu, il faut représenter au minimum 10 % des élus de son groupe linguistique. Ainsi, pour les néerlandophones qui sont 17 élus, un député suffit à former un groupe politique. Dominiek Lootens-Stael, seul représentant du Vlaams Belang, est un groupe politique avec tous les avantages que cela représente.

Du côté francophone, il faut 7 élus pour être un groupe. Or, le PTB ne compte que 4 députés. « Nous n'avons pas de local au sein du parlement, explique Mi-

chaël Verbauwhede, chef de groupe officieux. *Cela fait deux ans que le président du parlement, Charles Picqué (PS), nous dit qu'il va nous trouver un local, mais rien ne bouge. »*

Ne pas être reconnu comme un groupe politique entraîne aussi un temps de parole réduit lors des débats en plénière. Chaque député a droit à 5 minutes de prise de parole, mais pas aux 30 minutes du chef de groupe. En commission, les élus du PTB ne peuvent pas voter. « Nous déposons des amendements qui ne reçoivent que des votes contre, poursuit Michaël Verbauwhede. *Nous voulions aussi organiser un voyage d'étude à Paris sur la question de l'encadrement des loyers, idée acceptée par la commission logement, mais notre représentante ne peut y participer en tant qu'invitée comme un autre parlementaire. Nous avons aussi voulu changer notre nom afin de passer*

de PTB-PVDA-GO à PTB et cela nous a été refusé. On nous a expliqué que nous devons rester avec le nom mis sur la liste lors des élections. Or, le FDF a pu se transformer en Défi sans problème. Cela a dû être discuté au bureau élargi, instance à laquelle nous ne pouvons participer. »

Pour le député, ces inconvénients ne l'empêchent pas de fournir un travail de qualité « même si cela nous faciliterait la vie d'avoir au moins un local. Mais on sait bien que tout est une question de rapport de forces. Et ce n'est pas maintenant que nous montons dans les sondages que la majorité va nous aider ».

Même s'ils n'abandonnent pas leurs revendications, les députés préfèrent se concentrer sur leurs actions et les demandes d'adhésion au parti. « Depuis 2009, nous avons triplé le nombre de membres. Et chaque semaine, nous avons de nouvelles demandes. Nous voulons remettre la politique au cœur de la ville. Cela semble fonctionner. » ■

V.Lh.